

sans difficulté sa réponse, surtout à une période où les engins thermonucléaires impliquent le danger d'une destruction immédiate sinon totale de l'humanité et de sa civilisation, sans laquelle il serait vain de parler d'édifier un monde socialiste. La véritable question est de savoir si la marche au socialisme peut se faire, à présent, à travers un « accord global » avec le capitalisme mondial qui accepterait un développement pacifique vers le socialisme, ou bien si la seule voie c'est de stimuler partout et dans toute la mesure du possible des mouvements révolutionnaires des masses qui paralyseraient de plus en plus les capacités de déclenchement d'une guerre mondiale par l'impérialisme, qui resteront cependant toujours présentes aussi longtemps que celui-ci ne sera pas renversé dans sa citadelle principale, les Etats-Unis.

Il ne s'agit pas d'un débat abstrait mais d'un problème dont on vient de voir l'application pratique à propos de Cuba. Nous le répétons, personne de sensé ne pouvait demander une politique du gouvernement soviétique qui permette à l'impérialisme américain de déclencher un conflit nucléaire. Mais Cuba ne peut pas être garanti par une « promesse » de Kennedy. Sur le plan purement militaire et diplomatique, Cuba se trouve, par sa situation géographique et par ses dimensions, dans des conditions précaires. La seule garantie effective de Cuba réside dans l'extension de la révolution, en premier lieu en Amérique latine. Or, la lutte des P.C. d'Amérique latine n'avait pas, n'a toujours pas pour objectif l'instauration d'Etats ouvriers mais le soutien à des bourgeoisies dites nationales pour l'établissement de régimes de démocratie bourgeoise. On sait que Fidel Castro et ses camarades ont une politique à gauche de celle du P.S.P., c'est-à-dire des disciples de Staline et de Khrouchtchev, à qui il a fallu, ainsi qu'à Moscou, du temps pour accepter que Cuba était une révolution socialiste. Les P.C. d'Amérique latine n'ont toujours pas mis le cap vers des révolutions socialistes ; ils continuent de s'aller à des bourgeois qui, le moment venu, se vendent à l'impérialisme yankee.

Quant à l'exemple indien, il est encore plus éloquent. Soulignons que tous les krouchtchéviens qui se sont déchainés contre le P.C. albanais — ce n'est pas de notre part le défendre que de dire qu'il veut seulement continuer ce que Khrouchtchev et autres ont fait et soutenu du temps de Staline — n'ont pas encore élevé le moindre mot contre la direction du P.C. indien qui, dans un conflit armé, a pris fait et cause pour un régime bourgeois, pour sa bourgeoisie, contre un Etat ouvrier. Mais ce silence s'explique, car si l'on veut comprendre les causes de cette attitude du P.C. indien, on ne peut pas ne pas mettre le doigt sur la politique dite de « coexistence pacifique ». Le gouvernement soviétique, dans sa recherche du *statu quo*, préfère un gouvernement bourgeois qui était jusqu'alors « neutrale » à la Nehru à la victoire d'une révolution socialiste en Inde. C'était sur Nehru, son pacifisme, ses propos socialistes qu'on faisait confiance, non sur la lutte révolutionnaire des masses indiennes. Le P.C. indien a été éduqué ainsi dans la confiance à Nehru, non dans la voie de la conquête révolutionnaire du pouvoir. A un moment crucial, il a trahi la cause du socialisme.

Et l'appui de la plupart des dirigeants des Partis communistes à Khrouchtchev contre les Chinois ne provient pas de leur hostilité au stalinisme ou au « culte de la personnalité », mais est une manifestation de leurs conceptions droitières profondément opportunistes sur les possibilités d'éliminer le système capitaliste par des voies pacifiques et parlementaires.

## Différencier le parti de l'Etat

Dans leur défense de la politique soviétique au sujet de Cuba, les krouchtchéviens ont invoqué la nécessité de compromis et donné comme exemple la ligne de Lénine à Brest-Litovsk. La comparaison est boiteuse à tous égards. Bien que le rapport des forces à Brest-Litovsk fut extrêmement défavorable au jeune pouvoir soviétique, celui-ci a longuement discuté avant de reculer. Ensuite, il n'a jamais dit publiquement qu'il accordait créance aux signatures des impérialistes. Enfin, la signature du Traité de Brest-Litovsk par le gouvernement soviétique a entraîné non pas sa ratification enthousiaste par les communistes allemands, mais la dénonciation de ce traité et du gouvernement allemand par eux.

Nous en venons à un point qui est décisif si l'on veut aboutir à une issue positive du débat qui divise les communistes du monde entier. Le gouvernement soviétique et tous les gouvernements des Etats ouvriers, y compris celui de la Chine, peuvent être amenés dans les rapports internationaux si complexes et si pleins de dangers à se livrer à des manœuvres multiples, à des reculs, mais ils ne peuvent et ne doivent engager qu'eux-mêmes, leurs Etats en tant que tels, non les masses travailleuses du monde entier, celles des Etats ouvriers comme celles des Etats capitalistes. La subordination qui fut introduite par Staline de la politique des P.C. envers les objectifs et manœuvres de la diplomatie du Kremlin aboutit à présent à une situation qui sera inextinguible aussi longtemps que, dans les Etats ouvriers, on confondra Etat et parti, ou plus exactement que le parti ne sera qu'un instrument de la direction bureaucratique de l'Etat, et que dans les autres pays les partis auront pour politique de faire l'éloge de toutes les décisions de Moscou !

On a évoqué à plusieurs reprises, au cours du différend sino-soviétique l'éventualité d'une rupture entre l'U.R.S.S. et la Chine. Une rupture entre ces deux Etats serait du pain béni pour l'impérialisme mondial. Mais, aussi longtemps que les partis sont subordonnés

aux Etats, ou bien ce danger existera ou bien la nécessité du maintien de l'alliance entre les Etats ouvriers, et plus particulièrement de la Chine et de l'U.R.S.S., empêchera la discussion sur le plan de l'idéologie et de la politique des partis d'être menée franchement, clairement, avec toutes ses conséquences, pour la clarté de la discussion.

Une telle discussion ne devrait pas, comme à présent, diviser les communistes suivant les lignes des Etats quand, en réalité, on sait que tous les P.C., y compris celui de l'U.R.S.S., sont eux-mêmes divisés sur les questions controversées. Il faut balayer ce « principe » anti-léniniste créé par Staline que les P.C. vraiment bolcheviks n'ont ni tendances ni fractions. On dénonce le « culte de la personnalité » mais on a laissé subsister un « culte du Comité Central » ou un « culte du Bureau Politique ». Le droit de tendance, une discussion avec toutes les tendances communistes, y compris, bien entendu, la tendance trotskyste qui fut la première des tendances communistes à lutter contre le stalinisme, une discussion menée en toute clarté, en toute honnêteté, sans y faire peser le poids des appareils d'Etat, telle est la condition première pour que le mouvement communiste résolve ses difficultés, tant au niveau des Etats ouvriers que de celui des P.C. des pays capitalistes. La discussion actuelle est encore assez loin d'être parvenue à ce stade ; mais on doit constater qu'à chaque étape nouvelle du différend sino-soviétique, cette nécessité se fait sentir de plus en plus impérieusement. Les bureaucraties ont beau vouloir s'en tirer par des astuces manœuvrières, les événements déjouent ces manœuvres et exigent des solutions politiques qui ne viendront que d'un véritable retour à la démocratie ouvrière et à une politique révolutionnaire.

7 décembre 1962.

Pierre FRANK.

# Le contrôle ouvrier en Union Soviétique

Le plenum du C.C. du P.C.U.S. qui vient de se tenir a été l'occasion pour Khrouchtchev de poser une série de problèmes, déjà anciens et restés sans solution et de proposer une série de mesures destinées à les résoudre dans la perspective du « passage au communisme ». Les tares permanentes de l'économie soviétique, l'insuffisance de la production agricole, l'incohérence de la planification, la passivité des appareils, l'absence de contrôle efficace tels qu'ils sont décrits par les dirigeants laissent apparaître les termes véritables des contradictions internes de la société soviétique. Lorsque Khrouchtchev dénonce le retard permanent de l'agriculture et l'explique par une organisation défectueuse des appareils, il ne veut ou ne peut pas voir que la contrainte des années 30 à l'égard de l'agriculture, la collectivisation forcée et son corollaire : le dépouillement de tout contrôle de la paysannerie sur son organisation, sa production, etc. a conduit le paysan soviétique à une hostilité systématique à l'égard de l'Etat et de son émanation sur place : la direction du kolkhoze. Le paysan soviétique, parce qu'il ne peut se faire entendre par les organismes qui régissent sa vie collective, se replie sur la production privée et ne fournit qu'un travail à contre-cœur et d'une basse qualité lorsqu'il s'agit du secteur collectif. Les mesures prises depuis 1953 dans le domaine de l'agriculture n'ont pas modifié cette situation dans son principe. Toutes les réformes (augmentation des prix des livraisons, suppression des stations de machines agricoles) ont soit encouragé le paysan en tant que producteur individuel, soit mis entre les mains des directions des kolkhozes des moyens supérieurs de séduction ou de contrôle à l'égard du paysan, toujours aussi rétif. Le problème essentiel, celui du contrôle des kolkhoziens sur la direction du kolkhoze est resté inchangé. La direction des kolkhozes reste l'organe de transmission des directives incontrôlées de l'Etat. Elle oscille entre l'application autoritaire des directives (et l'inefficacité qui en résulte) et la défense des intérêts des kolkhoziens en tant que producteurs individuels et, au besoin, spéculateurs. En tout état de cause, cette direction s'est révélée impuissante à évoluer vers une structure collective et démocratique.

Les mesures prises depuis 1953 ont incontestablement accompagné les progrès manifestes de la production. Ce qui a été essentiel, cependant, ce ne sont pas les mesures en tant que telles, mais le climat général de critique des contraintes bureaucratiques de l'époque stalinienne.

Devant ces problèmes, quelles mesures préconise Khrouchtchev et quelle est leur efficacité ?

Dans sa conception bureaucratique, Khrouchtchev, au besoin d'expression propre de la paysannerie et d'organes issus de cette expression, substitue une organisation du parti qui donne aux bureaucrates contrôlant l'agriculture un **appareil spécifique**, ce qui équivaut à créer en fait deux partis, « un parti paysan » et un « parti industriel ».

Il est probable qu'à travers ces nouveaux organismes se cristallisera une expression propre de l'**appareil agricole**. Les problèmes que cet appareil affronte à la base seront sans doute représentés plus facilement au sommet.

Il est probable également que cette division du parti vise à créer une expression propre de l'industrie légère et alimentaire (puisque les organisations du parti dans les entreprises de transformation des produits agricoles seront rattachées au « parti paysan »). De cette façon, la poussée des consommateurs dans l'ensemble du pays sera protégée contre l'emprise de l'industrie lourde.

Sur le plan de la lutte des appareils où se situe Khrouchtchev, ces mesures lui apporteront des atouts importants contre les molotoviens. Quant à mordre sur la réalité...

En ce qui concerne les problèmes généraux, Khrouchtchev laisse transparaître son inquiétude sur les structures de l'Etat et de l'économie soviétiques.

D'un mot il désavoue toutes les fables officielles sur les rapports socialistes de production. L'ouvrier soviétique reste « sur sa réserve » face à l'Etat. « Réserve » que le

La « déstalinisation » est une opération d'auto-défense de la bureaucratie, non d'autoliquidation de celle-ci. La preuve en est fournie entre autre dans les méthodes suivies par les dirigeants soviétiques qui savent à quoi s'en tenir, car les plus anciens d'entre eux, comme Khrouchtchev, ont largement participé aux crimes staliens. Feignant de découvrir après tant d'années ce que chacun en U.R.S.S. sait, ils laissent filtrer la vérité au compte-goutte au fur et à mesure de leurs besoins.

Ainsi, ils viennent de laisser paraître des œuvres littéraires qui mentionnent la vie dans les camps staliens, c'est-à-dire l'existence de ces camps. Jusqu'à ce jour — notons-le en passant — l'Humanité a laissé à la presse bourgeoise le soin de faire connaître ce qui a fait sensation en U.R.S.S.

Mais la vérité doit se frayer son chemin sur d'autres plans que celui de la littérature. Dans les camps staliens a été enfermée la meilleure partie du Parti bolchevik, les opposants qui se sont dressés contre le régime stalinien dans le parti et dans l'Etat. Le sort fait à ces militants doit être connu.

La Quatrième Internationale publie, dans son N° 17, un témoignage extraordinairement émouvant sur **LES TROTSKYSTES A VORKOUTA**.

C'est une page tragique de l'histoire du mouvement ouvrier international que nous demandons de lire et de faire lire, pour stimuler un courant qui exigera toute la lumière sur le passé, une véritable réhabilitation des révolutionnaires victimes de Staline, et qui contribuera ainsi à une véritable défense de l'Union soviétique.

travail aux pièces, les primes, le chef d'atelier, le délateur et l'agitateur du parti n'arrivent pas à lui arracher. Khrouchtchev constate que l'Etat et la classe ouvrière sont étrangers l'un à l'autre et il a un rappel nostalgique du temps de Lénine où cette « réserve » invisible n'existait pas. S'il appelle Lénine à son secours, c'est pour en tirer une recette qui consiste à redonner vie au contrôle ouvrier que Staline avait réduit à néant. Khrouchtchev tente de marier l'eau et le feu, de ranimer le contrôle ouvrier et de sauvegarder l'autorité des appareils. Ici l'abondance des détails et la précision des propositions lorsqu'il s'agit de la reconstruction des appareils fait place au flou, aux restrictions et en fin de compte à son classement sans suites perceptibles de l'affaire.

Or, c'est justement sur le plan de la régulation de la production que se situe le problème économique essentiel de la société soviétique. Le problème de la coordination de la production l'emporte sur celui de l'accroissement. (Cet accroissement est de plus en plus conditionné précisément par la coordination.)

En fait de coordination, la bureaucratie n'offre que remaniements d'appareils et oscille entre la centralisation accrue ou la décentralisation du contrôle et de la gestion. Khrouchtchev donne lui-même d'une façon imagée les pôles de ces oscillations. D'un côté, le bureaucrate central dont « la place est assurée et le salaire tombant à date fixe » et qui planifie pour des usines lointaines « d'année en année se contente paisiblement d'augmenter de quelques pour cents les objectifs de sa tranche », sans s'occuper ni des branches voisines ni de la situation concrète. A l'opposé, le bureaucrate décentralisé s'occupant de problèmes minuscules et qui « réinvente tout seul le vélo-pède ».

Depuis dix ans, à chaque déplacement de l'équilibre de l'autorité entre le centre et la périphérie, les mêmes plaidoyers pour ou contre la centralisation ou la décentralisation sont repris puis successivement abandonnés. Chaque fois, les modalités nouvelles de l'équilibre sont présentées comme devant réaliser l'harmonie... qui reste invariablement insaisissable.

La société soviétique est effectivement confrontée avec le problème du dépérissement de l'Etat. Or la bureaucratie et Khrouchtchev, tout en le reconnaissant et en dénonçant la nocivité de l'Etat actuel, dans l'impuissance où ils sont à le faire dépérir, en préconisent des remodelages périodiques dont ils annoncent périodiquement la faillite.

La situation actuelle exige objectivement qu'une nouvelle avant-garde se sélectionne à travers le contrôle ouvrier et paysan, sorte du cercle vicieux où l'enferme la bureaucratie et élabore les perspectives concrètes du dépérissement de l'Etat.

Khrouchtchev, de son côté, préconise un contrôle bâtarde parce qu'il conserve l'illusion que la classe ouvrière corrigera les abus bureaucratiques tout en **conservant** la bureaucratie.

Pourtant de ces deux choses, une seule est possible : ou bien l'exercice d'un contrôle réel amènera la classe ouvrière à s'attaquer aux problèmes concrets et, par delà les problèmes organisationnels, elle posera les problèmes politiques et la critique de la bureaucratie, c'est-à-dire qu'elle posera le problème du pouvoir.

Ou bien, si le contrôle est conçu dans le cadre du respect de la bureaucratie, il ne donnera naissance qu'à un rouage bureaucratique de plus, incapable de corriger quoi que ce soit. De toutes façons, les tergiversations de Khrouchtchev non seulement sont le signe d'une crise de la société soviétique, mais contribuent à la cristallisation d'un mouvement qui revendiquera la gestion ouvrière de l'Etat en dehors de la bureaucratie et contre elle.

V. LESNOI.